

## Rassemblement des Résistances 2017

Plateau des Glières (Haute Savoie)

Témoignage de Françoise GOGOIS

Cette vallée de la vallée de la Roya, frontière avec l'Italie, est entrée en résistance depuis de nombreuses années avec la défense des services publics, la sauvegarde du train, contre les camions de plus en plus nombreux, pour une intercommunalité de la vallée indépendante des agglomérations de la Côte d'Azur.

Depuis 2014, deux conseillers départementaux Front de gauche ont été élus.

Et puis, depuis plus de deux ans, un drame humain! Tous ces hommes, femmes et enfants chassés de leurs pays par les guerres, les dictatures, qui marchent depuis des mois à travers l'Afrique, soumis à tous les dangers, connaissent l'enfer en Libye et la périlleuse traversée de la Méditerranée.

Pour ceux qui sont bloqués en Italie à Vintimille, de nombreux citoyens français et italiens se sont mobilisés pour apporter presque chaque soir des repas malgré l'interdiction du Maire pendant plusieurs mois.

Cherchant à contourner les contrôles, des Soudanais, des Érythréens, ... arrivent dans notre vallée, fatigués, affamés, blessés, par des heures de marche sur la route, les sentiers ou la voie ferrée. Alors, on s'organise, on les héberge, les nourrit, les soigne, et on les aide à continuer leur route vers le pays de leur choix. Un médecin et plusieurs infirmières dispensent les soins bénévolement.

C'est ainsi que le 6 janvier, il fait très froid, de nombreux réfugiés sont logés et bloqués depuis des semaines chez des bénévoles de la vallée en raison d'une forte présence policière. Il y a beaucoup de monde logé sous des tentes chez Cédric Herrou, nous prenons en charge 9 réfugiés pour les mettre à l'abri dans une autre vallée au chaud dans des familles.

Voulant éviter les PPA (Points de Passage « Autorisé », c'est à dire interdit aux noirs), je guide les réfugiés par un sentier de montagne pour rejoindre une piste carrossable où nous attendent les voitures. Deux minutes après, les gendarmes nous arrêtent: 6 des réfugiés et nous 4 accompagnateurs. Prise d'identité, fouille au corps, ils nous embarquent à la gendarmerie où ils prennent toutes les empreintes et nous photographient de face, de profil: la totale! Pendant ce temps, les réfugiés, après un bref interrogatoire ont été ramenés à Vintimille. Dénonciation ?

Puis, séparation et changement de gendarmerie. C'est à Breil que l'on m'enferme à double tour dans la cellule. Il est minuit. J'ai toute la nuit pour cogiter et me demander ce que j'ai fait de mal. C'est choquant. Après cela, j'ai pas mal stressé en vue du procès. Malgré un dossier d'accusation assez vide, nous avons décidé tous les quatre, de dire toute la vérité, d'assumer nos actes et de dénoncer tous les manquements aux lois.

Maintenant, la situation a évolué. Les réfugiés arrivant dans la vallée, en France donc, peuvent, avec l'autorisation de la gendarmerie, prendre le train pour Nice afin de déposer leur demande d'asile. Quant aux mineurs, ils sont pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance. Vendredi soir, 4 jeunes ont été récupérés sur le sentier et accueillis par des familles. Mais tout cela à la seule condition que les bénévoles réussissent à les intercepter

et les héberger avant l'intervention des forces de police.

Les bénévoles regroupés au sein de l'association Roya-Citoyenne aidés par quelques avocat(e)s engagé(e) et les diverses ONG (RESF, LDH, Amnesty,...) ont mené une difficile bataille pour qu'enfin ces lois soient respectées.

De ce fait, les dispositifs policiers et militaires ont été fortement renforcés dans la vallée et dans les alentours. Les migrants qui arrivent de plus en plus nombreux à Vintimille prennent des risques énormes pour rejoindre notre vallée et passent malgré tout. Déjà au moins 12 morts dans les Alpes-Maritimes.

Malgré toutes les bonnes volontés, les bénévoles risquent d'être submergés par le nombre de réfugiés (plusieurs dizaines par jour) et ne pourront faire face à la situation. C'est à l'État de prendre ses responsabilités et d'assurer un accueil digne qui coûterait bien moins cher que l'énorme dispositif militaire et policier mis en place. Ceci coûte 40 000 € par jour.

Il est absolument nécessaire d'ouvrir un centre d'accueil où les réfugiés pourraient faire valoir leurs droits et rejoindre le pays de leur choix.